

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	25
• Voix	183
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	26
• Voix	184
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Madame Isabelle CAZALIS et Messieurs Philippe BRETHES, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Pierre CAZERES, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Antoine LEQUERTIER, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Madame Christine FOURNADET et Messieurs Philippe LATRY, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Denis LANUSSE, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



OBJET : Conventions / Ressource en eau - Convention de partenariat technique et financier avec la CACG et Irrigadour, pour une opération de poursuite de la coordination des acteurs et déploiement d'outils pour une meilleure gestion sur les territoires du Midour et du Bahus, opération proposée dans le cadre de la candidature à un appel à projets « économies et efficience de l'eau en agriculture »

Exposé des motifs :

L'Institution Adour a soumis un dossier de candidature à l'appel à projets « économies et efficience de l'eau en agriculture » lancé par l'Entente pour l'eau Adour-Garonne du 1^{er} novembre 2020 au 30 avril 2021, et notamment dans le cadre du volet 3 : « Améliorer l'efficience des retenues de réalimentation et des canaux », pour le projet intitulé « Amélioration de la gestion par la connaissance des prélèvements sur les axes réalimentés Bahus et Midour », projet porté par l'Institution Adour, en collaboration avec la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) et l'OUGC Irrigadour.

Ce dossier fait suite aux opérations menées en 2017-2019 dans le cadre d'un précédent appel à projet économies d'eau en agriculture sur le Bahus d'une part et sur le Midour d'autre part.

Rappels des actions menées sur la période 2017-2019 :

Sur le Bahus, un premier volet a consisté en des réunions de concertation avec les structures collectives préleveuses ne bénéficiant pas d'un contrat de réalimentation avec la CACG, afin de coordonner leur fonctionnement (réalimentation du Bahus à partir de forages puis reprise par prélèvements dans le cours d'eau) avec la gestion de l'axe réalimenté à partir du réservoir de Miramont ; un deuxième volet consistait à équiper la quarantaine de préleveurs de compteurs communicants, pour connaître la dynamique des prélèvements en temps réel ; ces 2 volets avaient pour objectif d'améliorer la gestion globale, en pilotant plus finement les lâchers pour mieux respecter le débit consigne de gestion et accompagner les usages économiques le plus longtemps possible dans la saison. Malgré plusieurs réunions, la majorité des préleveurs n'a pas souhaité cet équipement en compteurs communicants.

Sur le Midour, l'opération portée par l'IA et la CACG a consisté en des réunions territorialisées sous forme d'ateliers pour étudier en préalable les conditions d'acceptabilité des compteurs communicants, l'agence de l'eau ne souhaitant pas équiper tout le bassin à cette période. Le retour des préleveurs a été positif sur la partie gersoise : sur ce secteur très déficitaire, les préleveurs habitués à « gérer la crise » y voient un outil d'équité, de transparence et d'amélioration de la gestion.

Le dossier Bahus-Midour présenté en candidature en 2021, correspond à un programme pluriannuel (juin 2021 à décembre 2023) et comprend les actions suivantes sur ces deux sous-bassins déficitaires, pour en améliorer la gestion :

- Action 1 sur le Bahus, formalisation d'échanges entre les gestionnaires : poursuite de la concertation avec les structures non contractualisées pour coordonner la gestion
- Action 2 sur Bahus et Midour : animation pour l'évolution des modalités réglementaires : discussion, négociation avec les DDT32 et DDTM40 pour faire évoluer le cadre de gestion, notamment par l'introduction de doubles valeurs de gestion aux points consigne, gage de meilleure efficience
- Action 3 sur Bahus et Midour : développement d'une application de déclaration d'intention d'irriguer
développement et mise à disposition d'une application qui sollicite régulièrement le préleveur pour qu'il déclare par anticipation des intentions de prélèvements ou d'arrêt
- Action 4 : mise en place de compteurs communicants :
 - phase 1 : réunions pour représenter les compteurs communicants et les enjeux pour améliorer la gestion sur ces bassins déficitaires
 - phase 2 : installation de compteurs communicants :



Bassin	Préleveurs contractualisés	Autres préleveurs	Total
Bahus	33	ASA Buanes : 8	51
		Autres structures : 10	
Midour 32	110		139
Midour 40	29		
Total			190

Le déploiement des actions proposées représente :

- un coût d'animation (dont frais annexes) estimé à 52 201 € ;
 - un coût d'investissement pour l'achat des compteurs et leur installation estimé à 108 574 € HT
- Soit un coût global estimé à 160 775 € HT.

Selon les modalités de cet appel à projet en deux phases, un pré-dossier de candidature a été déposé le 27 janvier, puis le dossier définitif amendé selon les échanges techniques avec l'agence de l'eau a été déposé sur le site de l'Entente pour l'eau le 22 avril 2021.

Ces actions seront menées en collaboration avec du personnel de la CACG et d'Irrigadour. L'Institution Adour ayant déposé un dossier unique sur ce projet, il convient de signer une convention de partenariat technique et financier (annexe ...) et reprenant les principes suivants :

Structure	Temps agents (jours)	Montant total pour la structure	Montant de l'aide par structure (70 % du coût total)
Insttit. Adour animation	41	14 074,00 €	9 851,80 €
Insttit. Adour compteurs		108 574 €	76 001,80 €
CACG	93,5	37 400,00 €	26 180,00 €
Irrigadour	3	727,74 €	509,42 €

Cette convention est établie pour une durée de 36 mois, comprenant un délai de 6 mois après la fin des opérations proposées ci-dessus pour pouvoir établir les rapports finaux, solliciter le versement de l'aide de l'agence de l'eau, et reverser la quote-part des financements à chacun des partenaires.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes de la convention de partenariat technique et financier à intervenir avec la CACG et Irrigadour, pour l'opération « amélioration de la gestion par la connaissance des

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



prélèvements sur les axes réalimentés Bahus et Midour » dans le cadre du nouvel appel à projet « économies et efficacité de l'eau en agriculture » lancé par l'Entente pour l'eau Adour-Garonne, telle qu'annexée,

- D'autoriser le Président à la signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER

**Appel à projets de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne :
Economies et efficience de l'eau en agriculture :**

**Amélioration de la gestion par la connaissance des
prélèvements sur les axes réalimentés
Bahus et Midour**



Préambule

Vu l'appel à projets Economies et efficience de l'eau en agriculture de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne, ouvert du 1^{er} novembre 2020 au 30 avril 2021,

Vu la délibération de l'Institution Adour autorisant le dépôt de la candidature pour un projet portant sur **l'amélioration de la gestion par la connaissance des prélèvements sur les axes réalimentés Bahus et Midour**, dans le cadre de l'AAP visé ci-dessus, en date du 28 janvier 2021,

Vu le dossier de candidature commun portant sur **l'amélioration de la gestion par la connaissance des prélèvements sur les axes réalimentés Bahus et Midour**, déposé sous l'égide de l'Institution Adour mais regroupant en partenariat technique et financier l'Institution Adour, la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) et Irrigadour (OUGC), déposé le 28 janvier dernier,

Vu le dossier de candidature amendé suite aux échanges techniques avec l'Agence de l'eau, déposé le 22 avril 2021,

Vu la délibération de l'Institution Adour autorisant la signature de la présente convention, en date du 27 mai 2021,

Vu la décision de l'Agence de l'eau Adour-Garonne en date du 31 mai 2021,

Entre les soussignés :

L'Institution Adour/EPTB Adour, dont le siège social est situé 38 Rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex, représenté son Président, Monsieur Paul CARRERE,

D'une part,

- La Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), dont le siège social est situé Chemin de Lalette, CS 50449 65004 TARBES Cedex, représentée par son Directeur général, Monsieur Nicolas DAURENSAN,
- IRRIGADOUR, dont le siège social est situé 55 avenue Cronstadt - BP279 - 40005 MONT-DE-MARSAN Cedex, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc CAPES,

Ci-après dénommés collectivement par « les partenaires », d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Remarque liminaire :

L'appel à projets « Economies et efficience de l'eau en agriculture » est proposé par l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne, regroupent l'agence de l'eau Adour-Garonne, l'Etat, les régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie. Cependant, le financement du projet sera assuré par des financements de l'Agence de l'eau Adour-Garonne dans le cadre d'une décision d'attribution d'aide. Ainsi dans la suite du document, les dénominations « Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne » et « Agence de l'eau Adour-Garonne » sont considérés équivalents. La dénomination « Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne » est plutôt utilisée quand il s'agit du cadre général de l'appel à projet et la dénomination « Agence de l'eau Adour-Garonne » est employée quand il est fait référence à la décision d'attribution d'aide et aux paiements.



Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour but de :

- définir les modalités de mise en œuvre de l'opération commune et collaborative dénommée « **amélioration de la gestion par la connaissance des prélèvements sur les axes réalimentés Bahus et Midour** » sous la responsabilité de l'Institution Adour bénéficiaire et maître d'ouvrage de l'opération, avec ses partenaires techniques que la CACG et l'OUGC Irrigadour ;
- déterminer les droits, obligations et responsabilités de chacun dans la présente convention, et fixer les modalités de gestion et de suivi du projet, et les dispositions permettant de les appliquer.

Article 2 - Désignation du maître d'ouvrage de l'opération

D'un commun accord, les signataires désignent l'**Institution Adour** comme maître d'ouvrage du projet et de l'opération.

Article 3 - Durée de la convention

La durée de la convention est de 36 mois à compter de sa signature prévue en juin 2021. Cette durée totale comprend un délai de 6 mois après la fin des opérations proposées pour pouvoir établir les rapports finaux, solliciter le versement de l'aide de l'Agence de l'eau, et reverser la quote-part des financements à chacun des partenaires.

La convention prendra fin à la réalisation complète du projet et solde des reversions des financements, soit au 31 juin 2024.

En tout état de cause, la présente convention devra rester en vigueur tant que l'EPTB Adour ne s'est pas pleinement acquitté de ses obligations contractuelles fixées dans la décision d'attribution d'aide de l'Agence de l'eau Adour-Garonne. Elle pourra être prolongée, par avenant, à la demande des parties, pour permettre la finalisation complète du projet concerné par cette convention.

La convention, les droits, obligations et responsabilités des signataires devront s'appliquer pendant toute la durée de la décision d'attribution d'aide de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

La présente convention deviendra caduque si aucune décision d'attribution d'aide n'est prise par l'Agence de l'eau Adour-Garonne avant le 31/12/2021.

Article 4 - Présentation de l'opération partenariale

Pilotage et coordination de l'opération

L'Institution Adour assure la coordination globale et le secrétariat du projet, son animation et sa gestion administrative et financière. Elle réunit le comité technique, et veille au bon déroulement du projet et à la rédaction du bilan final de l'opération. Elle centralise les informations issues du réseau partenarial et en assure la synthèse.

Les partenaires signataires de la présente convention, s'impliqueront dans la mise en œuvre du volet 3 de l'appel à projets porté par l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne : AMÉLIORER L'EFFICIENCE DES RETENUES DE RÉALIMENTATION ET DES CANAUX.

Chaque partenaire est responsable du temps présenté lors du dépôt du dossier final auprès de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne, et donc toute modification ou changement doit être concerté avec le maître d'ouvrage du projet et le financeur.

Les partenaires s'engagent à réaliser les actions décrites dans cette convention et dans le dossier déposé auprès de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne.



La coordination générale de l'opération sera réalisée par l'Institution Adour qui :

- assure la coordination des actions réalisées par l'ensemble des partenaires ;
- assure l'animation du comité technique et du comité de pilotage de l'opération ;
- assemble et synthétise les données produites par l'ensemble des partenaires ;
- assure le suivi administratif et financier de l'opération.

Un comité technique et un comité de pilotage réuniront a minima deux fois par an l'ensemble des partenaires avec les missions suivantes :

- Préparer et coordonner la mise en œuvre des actions ;
- Participer à la bonne articulation territoriale des actions et des collaborations ;
- Mettre en œuvre les actions.

Description des actions techniques et répartition des missions de chaque partenaire

Pour le déroulement général de l'opération, les actions techniques, la répartition du temps de chaque structure, et les résultats attendus, se référer au dossier finalisé après instruction et validation par l'Agence de l'eau en date du 30/04/2021.

Article 5 - Droits, obligations et responsabilité de l'Institution Adour

5-1 : Obligations et responsabilités de l'Institution Adour en tant que coordonnateur administratif, technique et financier du projet

En tant que maître d'ouvrage de l'opération, l'EPTB Adour :

- est responsable de la mise en œuvre générale du projet devant l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne et les partenaires. Elle est le garant de la bonne mise en œuvre du projet dans le respect des délais prévus dans la convention et conformément à la réglementation en vigueur ;
- est l'interlocuteur/correspondant unique et disponible de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne et des partenaires ;
- a la compétence et dispose d'une expérience dans le domaine d'intervention concerné.

5-2 : Obligations et responsabilité en matière de gestion et de suivi administratif et financier

En tant qu'établissement public, le bénéficiaire chef de file est soumis aux règles de la comptabilité publique.

En tant que maître d'ouvrage de l'opération, l'Institution Adour :

- prépare, consolide et présente la demande d'aide pour la réalisation du projet de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne, au nom de tous les partenaires ;
- veille au démarrage effectif du projet et de son exécution conformément au calendrier, aux modalités et aux délais prévus dans les actes juridiques, et alerte le cas échéant les partenaires ;
- communique aux partenaires les résultats/conclusions de l'instruction, les demandes de vérification et de pièces complémentaires le cas échéant, et la décision prise par l'instance de sélection/programmation, la copie de la décision d'attribution d'aide de l'Agence de l'eau Adour-Garonne, et toute information nécessaire permettant aux partenaires de réaliser leurs actions dans les délais requis ;
- prépare, consolide et communique les demandes de paiement à l'Agence de l'eau Adour-Garonne à partir des informations et pièces justificatives (comptables, non comptables) transmises par les partenaires, les rapports d'exécution (intermédiaire, final) et les justificatifs de versement des cofinancements publics ou privés. Elle veille à la complétude des dossiers de demande de paiement et à la cohérence des informations contenues dans ces demandes de paiement ;
- reçoit les paiements (avance éventuelle, acompte(s) et solde) sur le compte ouvert au nom de son comptable public, et procède aux versements des aides aux partenaires dans les meilleurs délais en fonction des pièces et informations communiquées par les partenaires et en fonction des vérifications et conclusions opérées par l'agence de l'eau Adour-Garonne. Elle assure la traçabilité financière et comptable des crédits concernés ;

- informe régulièrement l'agence de l'eau Adour-Garonne et les partenaires sur l'avancement général de l'opération, et de toute(s) modification(s) du projet (ex : plan de financement de l'opération, objectifs ou nature de l'opération, localisation des actions, etc....), ou de retard de ce projet. En cas d'abandon/de renoncement au projet par un partenaire, l'Institution Adour communique cette information à l'agence de l'eau Adour-Garonne dans les meilleurs délais, afin de réajuster le plan de financement et procéder le cas échéant à un avenant avec l'agence de l'eau Adour-Garonne
- communique aux partenaires et coordonne les éventuels contrôles et audits commandités, demandes de pièces complémentaires et leurs résultats. Elle est l'interlocutrice unique des contrôleurs ;
- rembourse à l'agence de l'eau Adour-Garonne les sommes indûment perçues, et demande aux partenaires concernés le remboursement des montants indûment versés.

5-3 : Obligations et responsabilité en matière de suivi et d'évaluation de l'opération

En tant que maître d'ouvrage de l'opération, l'Institution Adour :

- assure l'évaluation et le suivi du projet sur la base des indicateurs qui seront conventionnés avec l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne. Ces indicateurs seront collectés, renseignés et communiqués par les partenaires pour les actions les concernant.

5-4 : Obligation de se conformer à la réglementation

En tant que maître d'ouvrage de l'opération, l'EPTB Adour :

- à la capacité administrative, juridique et financière suffisante pour assurer la mise en œuvre du projet ;
- dispose d'un système de comptabilité distinct ou d'un code comptable adéquat pour toute transaction liée à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables, et veille à ce que les partenaires disposent également d'un tel système comptable ;
- veille à ce que les partenaires aient connaissance des règles d'éligibilité et de justification des dépenses conformément aux actes réglementaires fixant les règles d'éligibilité des dépenses et à la réglementation, afin de s'y conformer ;
- veille à ce que les partenaires aient connaissance des règles sectorielles notamment celles concernant la commande publique et la concurrence, et les règles applicables aux opérations génératrices de recettes nettes afin de s'y conformer, et communique toute pièce justificative probante ;
- s'assure que les actions sont conformes aux principes horizontaux de l'Union européenne (égalité femmes-hommes, non-discrimination, développement durable).

Lorsque l'Institution Adour présente des dépenses liées à une action de l'opération, elle doit respecter toutes les réglementations en vigueur. Elle s'engage à ne présenter, comme les partenaires, que des dépenses conformes aux dispositions nationales.

5-5 : Obligation en matière de contrôles/d'audits

L'Institution Adour et les partenaires s'engagent à répondre aux sollicitations dans le cadre de contrôles diligentés par l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne pour ce programme d'actions quel qu'en soit le périmètre.

Article 6 : Droits, obligations et responsabilité des partenaires

6-1 : Obligations et responsabilité dans la mise en œuvre d'une partie de l'opération en tant que partenaire

Chaque partenaire :

- accepte la coordination administrative, technique et financière de l'Institution Adour ;
- désigne un interlocuteur pour le suivi des actions afin de faciliter la coordination par l'Institution Adour.

6-2 : Obligations et responsabilité en matière de gestion administrative et financière

Chaque partenaire :

- communique à l'Institution Adour toute information et pièce nécessaire pour constituer la demande d'aide ;
- communique à l'Institution Adour toute pièce complémentaire sollicitée lors de l'instruction du dossier ;



- informe l'Institution Adour du démarrage effectif des actions et de leurs exécutions conformément au calendrier, aux modalités et aux délais prévus dans la présente convention. En cas d'abandon/de renoncement au projet, le partenaire informe immédiatement par écrit l'Institution Adour en précisant le ou les motifs qui l'ont conduit à renoncer à l'opération. L'Institution Adour communique cette information à l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne dans les meilleurs délais pour réajuster le plan de financement et procéder le cas échéant à un avenant ;
- transmet à l'Institution Adour toute information et pièce justificative (comptable et non comptable) nécessaires à la justification physique et financière des actions qu'il a mené pour réaliser le rapport d'exécution (intermédiaire, final) et la demande de paiement de l'opération, et récupère les pièces justificatives concernées. Les pièces justificatives sont notamment :
 - o les tableaux de décomptes de temps passé sur l'opération, précisés à l'heure, signés par chacun des personnes salariées et par le responsable de la structure,
 - o un tableau faisant figurer le coût horaire, calculé selon les règles d'éligibilité des aides concernées, de chacune des personnes salariées intervenant sur l'opération ;
 - o les bulletins de salaires correspondant ;
 - o le tableau de bilan technique des actions pour les interventions menées par le partenaire ;
 - o les factures de travaux réalisés par les propriétaires ou gestionnaires auprès desquels le partenaire a apporté un appui technique.
- informe régulièrement l'Institution Adour de l'avancement général de l'opération, et de toute(s) modification(s) des actions (ex : plan de financement de l'opération, objectifs ou nature des actions, localisation des actions, etc...), ou de retard de ces actions ;
- communique à l'Institution Adour toute information et pièce nécessaire permettant de répondre aux demandes des corps de contrôles dans les délais requis ;
- sur demande motivée de l'Institution Adour, procède au remboursement des sommes indûment versées, et ce dans les meilleurs délais.

6-3 : Obligations et responsabilité en matière de suivi et d'évaluation de l'opération

Chaque partenaire :

- transmet à l'Institution Adour les données relatives aux indicateurs de suivi et d'évaluation, qui seront conventionnés avec l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne, des actions ainsi que les pièces nécessaires.

6-4 : Obligation de se conformer à la réglementation

Chaque partenaire :

- s'engage à respecter les règles d'éligibilité et de justification des dépenses conformément aux actes réglementaires fixant les règles d'éligibilité des dépenses. Chaque partenaire est responsable des dépenses qu'il présente à l'Institution Adour. Chaque partenaire s'engage à ne pas présenter plusieurs fois les mêmes dépenses sur le projet, ou sur d'autres projets relevant d'autres programmes financés ;
- doit disposer d'un système de comptabilité distinct ou d'un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables ;
- s'engage à respecter les règles sectorielles notamment celles concernant la commande publique, les aides d'État et la concurrence, les règles applicables aux opérations génératrices de recettes nettes et communique toute pièce justificative ;
- s'assure que les actions sont conformes aux principes horizontaux de l'Union européenne (égalité femmes-hommes, non-discrimination, développement durable) ;
- est responsable des dépenses présentées (au titre des actions qu'il a menées) et figurant dans la demande de paiement. En cas d'irrégularités portant sur ces dépenses, le partenaire assumera les conséquences des irrégularités constatées.

6-5 : Obligation en matière de contrôles/d'audits au niveau national et européen

Chaque partenaire :

- doit se soumettre aux contrôles/audits sur pièces et sur place menés au niveau national et européen ;
- transmet à l'Institution Adour toute information et pièce nécessaire en lien avec l'action permettant de répondre aux demandes des corps de contrôle/d'audit dans les délais requis.



Article 7 : Modalités de mise en œuvre

La convention sera mise en œuvre sous la responsabilité des Présidents ou Directeur général de chaque structure partenaire visée en page 1 de la présente convention.

La coordination de l'opération sera assurée par l'Institution Adour.

Les signataires se tiendront informés de toutes les modifications intervenant en matière de responsabilité sur le projet et de coordination.

Les partenaires apporteront les moyens humains, les éléments méthodologiques, la documentation et les références de travaux à leur disposition, nécessaires à la mise en œuvre de ce partenariat. A cet effet, les moyens humains dégagés seront les suivants :

Structure	Temps agents (jours)	Montant total pour la structure (animation-coûts agents)
Institution Adour- animation	41	14 074,00 €
CACG	93,5	37 400,00 €
Irrigadour	3	727,74 €

La répartition des tâches entre les partenaires est précisée dans l'article 4.

Article 8 : Modalités de gestion financière

8-1 : Modalités de paiement

L'opération est réalisée dans le cadre d'une demande de financement auprès de l'agence de l'eau Adour-Garonne, présentée par l'EPTB Adour.

Le versement des aides de l'agence de l'eau Adour-Garonne est conditionné à la production d'une demande de paiement par l'Institution Adour complète, accompagnée des pièces justificatives probantes permettant d'attester de la réalité de la dépense et des actions, notamment les pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées, payées (et acquittées) par l'Institution Adour et les partenaires, et d'un bilan d'exécution au niveau de l'opération et au niveau de chaque partenaire. Selon les modalités financières qui seront précisées dans la décision d'attribution des aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne, des demandes d'acomptes pourront être sollicitées sur la base de la production de ces mêmes pièces et de bilans partiels d'exécution.

Budget éligible [sur base du dossier déposé en date du 22 avril 2021]

Les tableaux suivants présentent les dépenses et recettes prévisionnelles sur l'assiette éligible au financement de l'agence de l'eau Adour-Garonne à savoir un montant total de 160 775 €HT.

Le détail des dépenses et ressources par partenaire et par année est donné dans l'annexe 1 qui constitue une pièce contractuelle. L'Institution Adour s'engage, sous réserve de l'obtention des financements demandés, à prendre en charge l'intervention directe des partenaires pour les montants maximaux indiqués ci-dessous et détaillés par l'annexe financière :

- pour l'animation des actions :

Structure	Temps agents (jours)	Montant total pour la structure (animation-coûts agents)	Montant de l'aide par structure (70 % du coût total)
Instit. Adour- animation	41	14 074,00 €	9 851,80 €
CACG	93,5	37 400,00 €	26 180,00 €

Irrigadour	3	727,74 €	509,42 €
------------	---	----------	----------

- pour les dépenses d'investissements :

Il est prévu l'installation d'environ 190 compteurs sur les bassins du Bahus et du Midour, selon la répartition suivante :

Bassin	Préleveurs contractualisés	Autres préleveurs	Total
Bahus	33	ASA Buanes : 8	51
		Autres structures : 10	
Midour 32	110		139
Midour 40	29		
Total			190

Le coût d'investissement pour l'achat des compteurs et leur installation est estimé à 108 574 € HT, financé à 70% par l'agence de l'eau sur le montant HT, soit 76 001,80 €. L'Institution Adour sera propriétaire des compteurs.

Les montants définitifs des subventions à percevoir seront calculés en fonction des dépenses éligibles, payées et justifiées et des cofinancements publics réellement perçus.

8-2 : Modalités de versement des fonds à l'Institution Adour et aux partenaires

L'Institution Adour prépare, consolide une demande de paiement et la transmet à l'Agence de l'eau Adour-Garonne. Elle sollicite au nom de tous les partenaires la subvention, qu'elle perçoit intégralement.

Les modalités de versement de l'aide de l'Agence de l'eau Adour-Garonne à l'Institution Adour sont définies dans la décision d'attribution des aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

L'Institution Adour transfère le montant de la subvention aux comptes des partenaires du projet selon les modalités de répartition financière fixées dans la présente convention.

L'aide est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- de la réalisation effective d'un montant maximum de 160 775 €HT de dépenses éligibles réparties par postes de dépenses, vérifiées au regard des règles en vigueur par le service instructeur.
- de l'ensemble des pièces nécessaires à l'établissement du service fait par l'Agence de l'eau Adour-Garonne ;
- qu'une enquête/procédure administrative ou pénale n'est pas en cours auprès d'un ou plusieurs partenaires du projet.

Les versements de l'Institution Adour aux partenaires sont effectués par virement de compte à compte et sont conditionnés à la réception en amont des éléments suivants définis à l'article 6.2.

8-3 : Modalités de recouvrement en cas d'indus

Dans l'hypothèse où une procédure de recouvrement d'une dépense indue est engagée, l'Institution Adour doit restituer à l'Agence de l'eau Adour-Garonne le montant demandé. Si le manquement aux obligations provient d'un ou plusieurs partenaires, chaque partenaire transfèrera à l'Institution Adour la part des fonds qu'il a indûment perçus. L'Institution Adour présente sans délai la lettre dans laquelle l'Agence de l'eau Adour-Garonne a formulé la demande de remboursement et avise chaque partenaire du montant à rembourser. Le remboursement à l'Institution Adour est dû dans les deux mois suivant la notification par l'agence de l'eau du bassin Adour-Garonne.

Article 9 : Information et publicité

L'Institution Adour et les partenaires s'engagent à mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur, et aux dispositions prévues par l'Entente



pour l'eau du bassin Adour-Garonne et définies dans la décision d'attribution des aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

L'Institution Adour transmet aux partenaires toute information et document nécessaires pour assurer le respect des dispositions en matière de publicité et d'information.

Les partenaires sont informés qu'en cas de non-respect de ces obligations en matière d'information et de publicité de l'aide, un reversement total ou partiel de l'aide peut être requis.

Par ailleurs, l'Institution Adour et les partenaires s'engagent à autoriser la publication par l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne des informations concernant l'opération cofinancée : nom du bénéficiaire, intitulé de l'opération et montant du financement alloué, etc.

Article 10 : Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

Les résultats des enquêtes individuelles seront anonymes.

Article 11 : Procédures en cas de manquement aux obligations contractuelles

En cas d'irrégularités constatées relevant d'un partenaire, l'Institution Adour peut suspendre le paiement des aides à ce partenaire et demander le remboursement de l'aide indûment versée qui sera alors reversée à l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

Si un des partenaires ne respecte pas ses obligations contractuelles, l'Institution Adour l'informe par écrit afin de prendre les mesures nécessaires pour corriger le ou les manquements identifiés dans un délai raisonnable. Si à l'issue de ce délai, le partenaire n'a pas pris les mesures nécessaires, l'Institution Adour peut décider d'exclure ce partenaire après avoir consulté préalablement les autres partenaires.

Si l'Institution Adour ne respecte pas ses obligations contractuelles, les partenaires peuvent se retourner contre cette dernière pour qu'elle prenne les mesures nécessaires pour corriger le ou les manquements identifiés dans un délai raisonnable.

Article 12 : Modifications de la convention

Les dispositions de la présente convention peuvent être modifiées par voie d'avenant signé par chacune des parties contractuelles.

Article 13 - Clause exécutoire

La présente convention est dispensée du droit de timbre ou de la formalité d'enregistrement. Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Article 14 - Résiliation de la convention, modalités de traitement des litiges, contentieux

En cas de non-respect par l'une ou plusieurs des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou plusieurs des parties, à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En cas de litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties devront rechercher, dans un esprit de coopération, une solution amiable.

A défaut d'un accord, le tribunal compétent sera le Tribunal administratif de Pau.

Article 15 : Annexes contractuelles

- Annexe 1 : Budget et plan de financement détaillé, ventilé par partenaires ;



Fait à Mont de Marsan, le

Paul CARRERE, Président de l'Institution Adour

Nicolas DAURENSAN, Directeur général de la CACG

Jean-Luc CAPES, Président d'IRRIGADOUR

Projet



Annexe 1 : Budget et plan de financement prévisionnels détaillés, ventilé par le partenaire pour les années 2021 à 20234
[sur base du dossier déposé en date du 22 avril 2021]

Actions	Phases	Caractère innovant	Approche collective	Personnes Responsables du projet	2eme sem 2021 - 1er sem 2022 Temps passé (jours)					2eme sem 2022- 1er sem 2023 passé (jours)					Temps		2eme sem 2023 Temps passé (jours)		TOTAL Temps passé	Estimation financière (€)		
					Institution Adour		CACG		OU / CA40	Institution Adour		CACG		OU / CA40	Institution Adour		CACG					
					Resp. Projet	agent administratif	Resp. Projet	Developpeur		Resp. Projet	agent administratif	Resp. Projet	Developpeur		Resp. Projet	agent administratif	Resp. Projet	Developpeur	Total (jours)	Coût Agent / journalier	Coûts agents totaux	Investissement (matériel, retenue etc.)
0. Animation , Suivi et coordination des actions; gestion administrative du dossier	Organisation du comité de suivi, des réunions et de l'échange d'information entre les partenaires			IA - St Simon	3	3				2	2				2	3			15		4 683 €	
1. animation - coordination et partage entre des acteurs	Coordination, échange de données entre gestionnaires sur territoire Bahus aval	OUI	OUI	IA / CACG	2		1,5		1,5	1,5		1,5		1,5					9,5		3 205 €	
2. Animation pour évolution des modalités réglementaires de gestion	Bahus : coordination, échanges techniques et administratifs avec les DDTM40 (1er sem 2021 et 1er sem 2022)	OUI	OUI	IA / CACG	1		2			1		1							5		1 930 €	
	Midour : coordination, échanges techniques et administratifs avec les DDT32 et DDTM40 (1er sem 2021 et 1er sem 2022)	OUI	OUI	IA / CACG	3		3			2		2							10		3 825 €	
3. Application déclaration d'intention d'irriguer	appli-V1 année 1 : réunions avec préleveurs pour caler ergonomie (1 sur Bahus; 2 sur Midour)	OUI	OUI	IA / CACG	1,5		1,5	1											4		1 548 €	
	développement application_V1			CACG - D Lepercq				40											40	IA-StS: 365 € ; IA-adm: 266 € ; CACG : 400 €* (plafonné) ; OU : 242,58 €	16 000 €	
	appli-V2 année 2 : réunions avec préleveurs pour amender ergonomie (1 sur Bahus; 2 sur Midour)			CACG - D Lepercq						1,5		1,5	1						4		1 548 €	
	développement application_V2			CACG - D Lepercq									25						25		10 000 €	
4. Installation de compteurs d'eau communicants	Phase 1 : réunion info présentation démarche globale et compteurs :	OUI	OUI	IA / CACG															0		0 €	
	- Bahus année 1 :				2		2												4		1 530 €	
	- Midour année 1 : 2 réunions : Gers / Landes			IA / CACG	3		3												6		2 295 €	
	- Bahus année 2 :									1		1							2		765 €	
	- Midour année 2 : 2 réunions : Gers / Landes			IA / CACG						1,5		1,5							3		1 148 €	
	Phase 2 : Installation des compteurs communicants (2021-2023)																					
	- Bahus année 1 : 18 compteurs																				9 081 €	
	- Midour année 1 : 110 Compteurs			CACG																	65 560 €	
- Bahus année 2 : 33 Compteurs																				16 649 €		
- Midour année 2 :29 Compteurs																				17 284 €		
5. Evaluation des économies d'eau	Bahus+ Midour													1		3		4		1 565 €		
6. Suivi des résultats et rapport final (2ème tr 2023)				IA / CACG											3	1	2		6		2 161 €	
Total					15,5	3	13	41	1,5	10,5	2	8,5	26	1,5	6	4	5	0	137,5		52 202 €	108 574 €
															</							